

**Déclaration de SUD Éducation à l'ouverture des Formations Paritaires  
Mixtes Académiques de Caen, juin 2019**

Madame la rectrice, nous commençons aujourd'hui l'examen des dossiers du mouvement intra-académique dans le cadre des FPMA et des CAPA. Or, nous n'avons aucune perspective positive de la pérennité de cette instance. Les réformes de l'Éducation Nationale et de la Fonction Publique vont réduire considérablement l'importance de ces Commissions Paritaires, ne laissant que de maigres bribes d'espaces de fausse concertation aux élu-es syndicaux et syndicales, en leur ôtant leur rôle de représentation et de défense des collègues, leur rôle de contrôle de l'administration dans la gestion des personnels, tant dans leur avancement de carrière que dans le traitement de leurs projets de mutation.

Des réformes précipitées, bâclées, sans concertation, en contradiction totale avec la démocratie participative actuellement si vantée, des réformes uniquement capables de produire des sentiments de souffrance, d'injustice et de colère, n'ayant pour finalité que de :

- réduire la portée des CAPA, des CHSCT et affaiblir la représentation syndicale,
- supprimer des postes,
- casser les lycées, les baccalauréats,
- surcharger les classes,
- augmenter le temps de travail (2<sup>e</sup> heure supp. imposée),
- maintenir le gel des salaires,
- brader l'école inclusive en leurrant les parents,
- embaucher des contractuel-les plutôt que titulaires bien formé-es,
- affaiblir la protection des travailleurs/euses,
- réprimer les contestataires,
- assujettir les personnels,
- détruire davantage la santé des personnels (les RSST sont déjà bien remplis),
- forcer la fusion des académies normandes ...

Qui, des personnels, des élèves, des familles, devant une telle liste, aurait encore confiance en nos dirigeant-es qui sont censé-es améliorer l'accès de tous et toutes à un service public de qualité ? Qui, Madame la rectrice ?

Dans cette volonté de « transformer l'École » et « moderniser la Fonction Publique », nous voyons la destruction accélérée de ces Services, tellement voulue

pour les organismes privés en attente goulue de futurs bénéfices sonnants et trébuchants.

Pour paraphraser Clémenceau : l'Éducation est une affaire trop grave pour la confier à des gestionnaires.

Le gouvernement, par la violence de ses décisions, compte sur la résignation des enseignant-es et des personnels éducatifs et administratifs, mais ce n'est pas le constat que nous faisons, le mécontentement qui monte est bien réel.

SUD Éducation se mettra toujours en travers de ces régressions. En effet, l'absence de dialogue et le mépris affiché par nos ministres des acteurs et actrices de terrain renforcent encore plus notre détermination à lutter contre l'idée d'une société à venir, soumise à la volonté d'une poignée d'entrepreneurs/euses liberticides, à lutter pour une école émancipatrice capable d'ouvrir les esprits sur notre monde convalescent.